utopia... en mouvementS !

Le journal des actions locales et de la réflexion globale

n°2 juillet 2015

édito

Si le pluriel se mérite, nous pouvons considérer que tel est le cas pour celui de nos « mouvements » !

Qu'il s'agisse du festival de Calais en soutien aux migrants, intitulé « la saveur de l'autre », de la réflexion engagée autour des monnaies alternatives ou celle menée autour de la souffrance animale, de l'engagement au sein du collectif Alternatiba, de la participation à la construction d'un éco-hameau, du partage de nos lectures, de la vigueur de notre maison d'édition ou de la variété des sujets traités par nos conférences, nos « mouvements » multiples et variés que vous partagerez en lisant votre nouveau journal, sont à l'image de nos adhérentes et adhérents !

Ce deuxième numéro est ainsi une nouvelle fois, grâce à toutes celles et ceux qui y ont contribué, le reflet pourtant très partiel du caractère buissonnant qui caractérise le mouvement utopia.

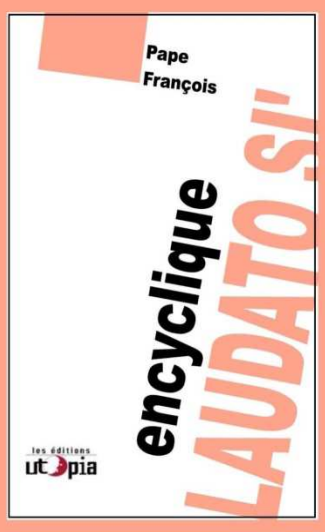
C'est avec fierté et grand plaisir que nous avons reçu vos messages de félicitations, vos critiques et vos remarques et avec bonheur que nous avons accueilli les articles, poèmes, et dessins qui nous ont permis de passer facilement le cap du numéro 1 !

Nous vous remercions par avance de profiter de vos vacances pour contribuer au numéro 3… et attendons avec impatience le plaisir de rencontrer lectrices, lecteurs, rédactrices et rédacteurs lors de **notre Université d'Automne qui se tiendra à Mandelieu du 1er au 4 octobre.**

D'ici là, c'est sûr, nous restons tous en mouvements !

Pierre, Patricia, François, … pour le collectif de rédaction

en tête des ventes libraires !



bon, c'est pour rire...
n'empêche que c'est à lire !

Vraies actuS éditions :

*« **écologie et cultures populaires** »*
de Paul Ariès

*« **Manifeste FEMEN** »*
du collectif FEMEN

Pour voir tous nos livres, les commander, une adresse :
www.editions-utopia.org

Rappel : Le mouvement utopia se bouge enfin …pour les biens communs !

Nous vous l'annoncions en 1ere page du numéro 1, notre prochain livre collectif a pour sujet « **PROPRIETE et COMMUNS** ». Comme pour nos précédents ouvrages issus de notre (très !) laborieux… mais convivial travail collectif (« SANS PAPIERS ? », « NUCLEAIRE », « le TRAVAIL », « AGRICULTURE et ALIMENTATION »), il s'agit avant tout pour nous d'approfondir ensemble et de s'approprier un sujet qui fait l'actualité de la transition. Vous recevrez via la « news », l'avancée de notre rédaction, ainsi que les amendements qui seront débattus lors de notre prochain Conseil National aux Journées d'Automne de Mandelieu et préalablement au sein des groupes régionaux. A vos plumes et claviers !

Utopia, Calais… et la Saveur de l'Autre

« Le monde est plein de gens qui ne sont pas plus sages »

Petits effrontés

Dans son obsession moraliste Jean de La Fontaine écrivit ces mots pour tenter de convaincre chacun de rester dans son rang. Une grenouille doit rester une grenouille, un bœuf doit rester un bœuf...et donc un petit mouvement devrait prendre des petites initiatives !

On sait que ces mots de La Fontaine ne sont pas arrivés jusqu'aux oreilles des Utopiens. Et c'est pour cette raison que 15 Utopiens du Nord pas de Calais prirent la décision de relayer régionalement la très belle idée et pourtant si impopulaire de la liberté de circulation. C'était en juin 2013. Caroline, Catherine et Max, 3 Utopiens originaires de Boulogne sur Mer firent part de leur fréquentation. Celle d'un lieu à haute teneur culturelle...reconnu d'ailleurs comme tel par l'Etat puisqu'il s'agit de la scène nationale de Calais : Le Channel. L'objet de leur confidence était de nous proposer d'envisager un événement en partenariat avec ce lieu.

Calais - Liberté de circulation *sont des mots qui vont très bien ensemble*.

Ni une ni deux rendez vous fut pris !

Instant CAFE

Nul besoin d'en faire des tonnes. Dès la 1er rencontre on pouvait déjà prétendre qu'il allait se passer quelque chose. 2 années furent tout de même nécessaires pour bâtir l'événement. Morceau choisi du tour de table qui posa la première pierre : *« Lorsqu'on sort d'un spectacle qui nous a fait frissonner tellement l'émotion était forte, tous les possibles s'ouvrent à nous. On se sent disposé à embellir le monde. Aussi les messages de tolérance, d'accueil ...sont plus audibles. Notre événement devra être artistique pour tenter d'ouvrir des possibles à celles et ceux qui vivent étriqués. »*

Cet événement serait Culturel, Artistique, Festif, Educatif ou ne serait pas. Un instant CAFE qui durerait tout un week-end ça faisait rêver !

Petits entêtés

Forts de ce partenariat, quelques échanges de regards suffirent aux Utopiens du Nord Pas de Calais pour comprendre que tous voulurent donner à cet événement une dimension nationale. Catherine et Jean membres du Bureau national furent chargés d'aller convaincre leurs homologues à Paris.

Ils vendirent le projet sans aucune difficulté. L'OCU semblait la structure toute désignée pour prendre le relais. Mais dans toute entreprise, les rapports humains viennent parfois brouiller les valeurs pourtant communes qui animent les différents mouvements, associations, institutions partenaires. Il s'en fallut de peu pour que le projet capote. Un rétropédalage permit de rectifier le tir. L'OCU n'étant plus partenaire, Utopia reprit la main. Anne, une émissaire utopienne fit les allers retour Paris- Calais pour donner à cet événement sa dimension nationale. Puis, plusieurs associations locales s'associèrent : Collectif Asile ; la Cimade, la Plate forme des migrants qui réunit bon nombre d'associations qui œuvrent aux côtés des migrants qui attendent leur heure pour passer outre manche.

Un titre...Il fallait un titre qui fasse naître des images, des symboliques. Sa sonorité devait provoquer adhésion ou rejet...mais surtout pas l'indifférence. La Saveur du Monde ? C'était très bien la Saveur du Monde. La saveur de l'autre ?...C'était mieux encore même si une journaliste de Médiapart trouva ce titre quelque peu « Bisounours »...Changer ? Pour le remplacer par quoi ? La saveur de l'autre ? C'est très bien « La saveur de l'autre ». 1, 2, 3, 4, 5... rencontres sur les lieux même du futur événement, à Paris, dans le Vexin.

150 000

Ces six chiffres suivis de l'unité « Euros » représentaient le budget d'un tel événement.

2 parlementaires en assumèrent 10%. La Région Nord pas de Calais fut sollicitée à hauteur de 30% : *« Trop éphémère, trop politique, trop couteux, trop imprécis, trop redondant, ...Ah ben trop tard... »*

Fallait-il renoncer à l'événement ?...Croisement de regards qui se focalisent tous petit à petit vers les représentants du Channel. Suspension de souffle ! On annule ? On maintient ?... On maintient ! On rationalise, on réduit la voilure mais...on maintient !

Pluriel

Lilian Thuram pour le côté éducatif fit l'entrée en matière. Suffisamment mobilisateur pour faire se déplacer plus de 300 personnes.

Haydée Sabéran, Carolina Sanchez Boe, Gazmend Kaplani, Pascal Brice, David Flacher (le notre) Catherine Withol de Wenden, Franck Pupunat (le notre) Hala Komani, Léonard Vincent, Dimitri Delmas, Jean Charles Pettier. Ils furent tous là ... pour assurer la dimension éducative et informative de l'événement sous forme de causeries réparties sur 2 jours.

Des spectacles pour petits et grands: la compagnie « les petites boîtes », les Quatr'elles, In extremis, Anne Conti ; l'Orchestre de l'école des études orientales et africaines, des jeux sans frontières (cela va de soi), une auberge improvisée (ou presque)

Le mélange couleur CAFE fonctionna. On goûta à la saveur de l'autre...

Et avant même de prendre la dernière tasse on envisageait déjà de refaire bouillir la cafetière pour une nouvelle édition ! Une saveur de L'autre 2 ? ... le Titre sonne moins bien ! Mais comme on sait de quoi il en retourne…bien évidemment qu'on en redemande.

Postface

Un courrier de la municipalité de Calais adressé à la direction du Channel fait référence à notre manifestation : un partenariat avec Utopia, mouvement politique, irait à l'encontre de la convention qui lie la scène nationale à la municipalité.

L'histoire n'est pas finie...

Pour qu'elle se termine bien peut-être devrons nous participer encore à son écriture...Plusieurs d'entre nous avons déjà fait part de notre mobilisation...A suivre donc !

Jean Lesage

L'éco-hameau de Verfeil, une expérience de transition à partager

Cela se passe en Tarn et Garonne, c'est un éco-hameau qui émerge, à Verfeil-sur-Seye.
Trois maisons sont déjà habitées, une quatrième est en construction; trois autres habitations vont se construire bientôt, et deux terrains attendent encore leurs propriétaires…

Dans ce hameau, chaque habitant est propriétaire d'une parcelle de 800m2 environ, et copropriétaire avec les autres d'une maison commune et de deux hectares de terrain.
L'ensemble se situe dans une belle prairie bordée de chênes, orientée sud, avec vue sur le clocher de Verfeil.

Le projet, concocté par un petit groupe d'urbanistes et d'architectes dont Jean-Marc Jourdain et François Plassard, a été présenté en 2004 à différentes communes rurales du Sud-Ouest.
La mairesse de Verfeil (82), Marie-Fernande Jacquesson, l'a accueilli avec joie et a beaucoup œuvré pour qu'il soit approuvé par la région et ses administrations; un terrain a été trouvé et acheté en 2009, mais … des voisins s'y sont opposés et ont déposé un, puis plusieurs recours, qui ont été suspensifs et ont ainsi tout bloqué pendant plusieurs années.
Des premiers qui s'étaient embarquées sur ce bateau, certains sont partis, d'autres sont arrivés.

Retraitée venant de Paris, j'ai rejoint ce groupe en 2012.
La commune n'avait pas de carte communale, elle en a finalement créé une incluant l'éco-hameau, et le projet a pu redémarrer pendant l'hiver 2013 avec la fin des travaux du lotissement, qui avaient été interrompus brutalement trois ans plus tôt. En 2014 ce fut enfin le début des constructions des maisons.
La charpente du bâtiment commun a été complétée par deux murs en simple bardage, puis un aménagement sommaire a été fait avec atelier et cuisine (d'été); elle est ainsi devenue la "halle commune" en attendant, un jour, bientôt, de devenir maison commune.

Actuellement nous sommes donc 5 adultes et 4 enfants à vivre sur place; le groupe complet se compose de 12 adultes et 8 enfants.
Nous nous croisons tous les jours, et nous avons une réunion tous les 2ème dimanche du mois: nous essayons d'y être présents le plus souvent possible et tentons d'y pratiquer l'écoute et d'autres formes de sociocratie.

Pour les premiers foyers, maintenant que les constructions ne nous absorbent plus, nous commençons le jardin collectif en permaculture, pépinières et buttes pour le repiquage.

On peut dire que l'énergie de groupe fonctionne plutôt bien pour ce début d'aventure humaine,
qui s'organise au cœur d'une très belle région entre Montauban, Cahors, Albi, Villefranche de Rouergue et autres bastides magnifiques.
à suivre…

Alice Guillon

pour en savoir plus:
http://verfeil-eco.over-blog.org/
http://alix123.canalblog.com/
www.lejardindespossibles.org/

PAUSE POESIE …

Tout à coup

Tout à coup, je me prends pour Jésus et j'aime l'humanité toute entière, c'est grandiose, sublime, magnifique, généreux, c'est aimer au-delà de l'au-delà. J'ai un sourire mystique pendu aux lèvres, les yeux et la tête en extase comme quand je prends de l'extasy. J'ai un cœur et une âme qui gonflent d'amour; Je deviens obèse d'amour. Je remplis l'immense salle d'attente de l'aéroport. Je m'insinue à travers de menus grillages, j'opacifie les canaux d'aération.

Je ne sais pas où cela va s'arrêter.

Tout à coup, qui je vois, ce bâtard, ce fils de sa mère, ce cornflake aplati, cet immense con avec sa vitrine de con, ses yeux qui grattent n'importe qui, même un simple début d'intelligence, ce mec qui blasphème Dieu rien que par son existence. Cette purée immonde me salue du bas de sa bêtise et là je recule, je barre l'option "amour pour humanité toute entière". Je me réfugie dans un consensus universel : on aime pas les cons.

Mon amour rétrécit, je redeviens un homme normal (comme l'autre qu'on ne nomme pas, ça porte malheur) avec toutes ses limites et ses conneries. Alors là, je me déteste moi-même, je ne me donne même pas la charité d'exister. Je me retrouve assis comme avant, juste avec en plus un petit bidon, reste symbolique d'une immense envolée mystique.

Je vous le dis mes frères, il ne faut pas se prendre pour un surhomme, sinon pour l'humanité ça va mal finir. Rendez-vous compte qu'à force d'amour universel, j'allais devenir Dieu lui-même, n'y pensez plus, rien que d'en parler ça me gratte.

Tout à coup, je me prends pour Bouddha. Une nouvelle poussée mystique ? En tout cas mon ventre gonfle à toute allure et je me sens rempli de sagesse. A bientôt tout le monde, je repasserai sûrement par là.

Benoist Magnat, Carpentras

Les perles en mouvements !

« Vous rendez vous compte, si le principe de précaution avait été appliqué dans les années 70 nous n'aurions eu ni nucléaire, ni TGV !»
Marc Touati économiste dépité et sans précaution (sur France Info)!

Repenser l'humanisme à la lumière de l'éthique animale

Utopia ?
À vrai dire, avant d'être invités à donner une conférence, nous ne connaissions pas le mouvement Utopia. Nous l'avons découvert via son site Internet et ses nombreuses vidéos. Nous avons été frappés par le nombre et la diversité des thèmes abordés.
Nous avons tout d'abord rencontré Anthony par Internet : les courriels puis la discussion par Skype que nous avons eu une semaine avant notre intervention. Très sympathique, bon briefing, nous sommes arrivés bien préparés. Notre thème était "Repenser l'humanisme à la lumière de l'éthique animale ?".
Un thème qui nous parle.

Oeuvrer pour les animaux
L214 est une organisation qui s'inscrit dans un mouvement global de progrès moral. Sujet vaste aujourd'hui tant il y a à faire dans tous les domaines. Notre organisation s'est focalisée sur un seul sujet, mais qui concerne tout de même plus de 1000 milliards d'individus chaque année : celui des animaux utilisés dans la production alimentaire (viande, lait, œufs, poisson). Par ses enquêtes filmées, elle révèle leurs conditions d'élevage, de transport, de pêche et de mise à mort, oeuvrant à ouvrir le débat sur la place qui leur est accordée dans notre société : êtres sentients, ils sont pourtant considérés comme des marchandises, des ressources à notre disposition.
Cette situation est paradoxale au regard de la morale commune : on ne doit pas maltraiter et tuer sans nécessité. À moins d'être psychopathe, chacun de nous interviendrait pour sauver un animal de son bourreau. Pourtant, nous fermons les yeux sur bon nombre de pratiques qui leur nuisent gravement, y compris leur tuerie en masse, qu'elle soit standard ou bio. Alors qu'il est démontré que les produits animaux ne sont pas nécessaires à la santé, le massacre continue.

L'exploitation basée sur le spécisme
On appelle spécisme la discrimination arbitraire fondée sur le critère d'espèce. Ce mot a été forgé au début des années 1970 par analogie aux mots racisme et sexisme. Le spécisme conduit à ne pas tenir compte, ou insuffisamment, les intérêts des animaux non humains. Par exemple en acceptant de sacrifier leurs intérêts vitaux (leur bien-être et leur vie) au nom d'intérêts humains triviaux en comparaison (plaisir gustatif, tradition, habitudes…).
L214 est une association qui lutte contre le spécisme . Nous estimons que prendre au sérieux les intérêts des animaux non humains doit conduire à ne plus les exploiter et à nouer avec eux de nouvelles relations pacifiques. Lors du débat qui a suivi, beaucoup de questionnements : et si faire tomber le spécisme mettait en péril l'humanisme ?

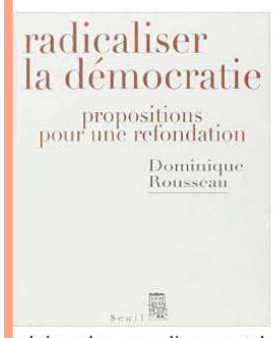
Pour un humanisme inclusif
L214 et Utopia sont deux organisations progressistes. Elles s'inscrivent dans un mouvement historique qui oeuvre au progrès moral de nos sociétés. La prise en compte des intérêts des animaux, leur inclusion dans notre cercle de considération morale, est la continuation logique de ce mouvement. La libération animale se situe dans la droite ligne des luttes intra-humaines : elle a les mêmes causes, elle fait appel aux mêmes qualités (raison, bienveillance, empathie…), utilise des arguments similaires, s'inspire des réussites précédentes pour faire avancer les choses. Elle "parle" aux gens dans la mesure où l'humanisme (dans sa version "inclusive") a bien progressé (nous n'aurions cure des animaux si nous assistions aux supplices et exécutions publiques tous les dimanches après-midi).
Il ne manque rien, au niveau théorique, pour permettre l'extension de notre cercle de considération morale à tous les êtres sentients. Reste des barrières psychologiques et culturelles : rien d'insurmontable. Le questionnement nous a semblé ouvert au sein d'Utopia.

Une société ouverte sur la différence
La fin de l'exploitation des animaux ne signifie pas l'instauration d'un apartheid entre animaux humains et animaux non humains. Il s'agit de repenser notre façon de vivre avec les animaux, domestiques ou non, qui habitent le même territoire que nous. Des philosophes proposent des pistes d'organisation de société où il existerait un statut pour les animaux domestiques, commensaux et sauvages.
Réinventer un humanisme à la lumière de l'éthique animale est largement à notre portée. À la lumière de cette conférence-débat, le mouvement Utopia pourrait prendre une part active à cette évolution.

Brigitte Gothière - porte parole L214
Voir la conférence sur le site Utopia :
http://www.dailymotion.com/video/x2tnbmz_l-ethique-animale_schoolun

Fiches de lectures…

RADICALISER LA DÉMOCRATIE
propositions pour une refondation
Dominique ROUSSEAU éd.Seuil 2015



Dominique Rousseau est professeur de droit constitutionnel à l'université Paris 1
Dans son dernier ouvrage il nous propose de refonder la démocratie, et l'originalité de son approche est qu'elle n'est pas celle d'un philosophe ou d'un sociologue mais celle d'un constitutionnaliste, insistant sur l'importance du droit et sur l'idée force qui est que les citoyens doivent pouvoir concourir personnellement à la formation de la loi.
Partant, il démontre les insuffisances de la démocratie représentative et prône la nécessité d'une *démocratie continue* (par opposition à la *« démocratie ponctuelle »),* où l'action du citoyen ne se réduit plus au vote intermittent mais à une participation permanente à la constitution et l'exercice de la démocratie.

Le livre est structuré en deux parties, chacune divisée en trois chapitres.
La première partie concerne **les principes de la démocratie continue.**
L'auteur expose les principes de légitimité de la démocratie continue (principe *politique*, *juridique* et *sociologique*) qu'il oppose à ceux de la démocratie représentative. Cependant, il ne rejette pas cette dernière, considérant que la représentation est le principe fondateur de la démocratie, tout en étant aussi celui qui
mène à une impasse. Il n'engage pas non plus à la démocratie directe, car même s'il en empreinte certains instruments (tirage au sort),il pointe les lacunes de la clèrocratie.
On trouvera dans ces chapitres de très pertinentes réflexions sur la notion de peuple et la défense des droits de l'homme, propos étayés par des références historiques très intéressantes.

La deuxième partie concerne **les institutions de la démocratie continue.**
Sont développées les institutions *générales*, *réflexives* et *politiques.*
En démontrant que l'intérêt général ne peut exister que dans un système concurrentiel, Dominique Rousseau propose une restructuration radicale donnant plus d'importance au « peuple-tout-un-chacun », remodelant les institutions par un triptyque création-suppression-transformation.
- Création d'une Assemblée Sociale : troisième chambre (tricamérisme, avec l'Assemblée Nationale et le Sénat) , assemblée délibérative lieu d'expression et de délibération des citoyens.
- Institutionnalisation des Conventions de Citoyens ,avec tirage au sort, lieu d'expression de la société civile inorganisée. Pour une étude approfondie des conventions de citoyens le lecteur pourra se référer au livre de Jacques Testart *« l'humanitude au pouvoir, comment les citoyens peuvent décider du bien commun » (éd.Seuil 2015)*

- Attribution d'un rôle primordial aux juges, avec pouvoir normatif, se justifiant par un éloge du « temps long », inhérent à leur pratique.
- Suppression du Ministère de la Justice, remplacé par un Ministère de la Loi et un Conseil Supérieur de la Justice (indépendant), nomination d'un procureur général de la république.
- Suppression du Conseil d'État (juridiction administrative), remplacé par une chambre administrative à la cour de cassation (au même titre que les autres chambres)
- Réforme du Conseil Constitutionnel : en gardant essentiellement le contrôle de constitutionnalité à posteriori et la Question Prioritaire de Constitutionnalité, avec la création d'une Cour Constitutionnelle.
- Réforme de l'Assemblée Nationale, avec élection des députés au suffrage proportionnel total, bannissement du cumul des mandats et limitation dans le temps (un seul mandat et pas plus de trois mandats successifs).
- Remise en cause de la dyarchie, système équivoque au sommet de l'état, amenant à repenser les rôles respectifs du Premier ministre et du Président de la République :
le Premier ministre gouverne, est investi par l'Assemblée Nationale, avec contrat de gouvernement, préside le conseil des ministres à Matignon. Le Président de la République, toujours élu au suffrage universel, est « recentré » dans un rôle d'arbitre.
Tels sont, en résumé rapide, les changements radicaux des institutions préconisés par Dominique Rousseau.
On trouvera également dans ces chapitres une critique fournie du référendum « acte d 'acclamation »et d'autres mesures comme la reconnaissance du lanceur d'alerte éthique, en revanche il n'est nulle part fait mention d'une critique, de proposition de reforme ou de suppression du Sénat.

Conclusion : D'une écriture limpide, facile à lire par le lecteur non juriste, bien structuré, parfaitement argumenté et sourcé, ce livre démontre avec une grande cohérence ce que pourrait être une démocratie continue rendant au citoyen toute sa place en mettant fin à l'autisme politique qui ruine nos démocraties.

A lire sans modération.
Erick Montagne



L'EMPLOI EST MORT, VIVE LE TRAVAIL !
Bernard Stiegler - mille et un nuits 2015



Le sujet est utopien, la remise en question de la « valeur travail » est un de nos fondamentaux. C'est à ce titre que le travail (!) engagé par Bernard Stiegler autour de la question du travail et de l'emploi ne peut que nous intéresser.
Partant de l'hypothèse, soutenue par plusieurs recherches, qu'au court des vingt prochaines années la vague de l'automatisation va déferler et peu à peu détruire l'emploi qu'il définit comme « l'automisation des esprits », pourquoi dès lors ne pas accepter sa disparition progressive pour que renaisse le travail, le travail véritable, qui serait tout l'inverse de l'exploitation du travailleur, qui revient à le dominer et le déposséder de ses facultés et de son intelligence, un travail à faire aussi bien avec les être humains qu'avec les machines.
Stiegler oppose ainsi radicalement les deux termes « emploi » et « travail » critiquant ceux qui voudraient les jeter dans une même déchèterie pour mieux valoriser ce que seraient des « activités » enrichissantes.
Il réserve ainsi au terme de travail la dimension positive de nos activités de production ou de service rémunérées ou non.
Conséquence de ce choix de vocabulaire ; seule pourrait être appelée « travail » une activité contribuant à mon individuation, à la construction de ma singularité et de celles des autres à mes côtés, collègues comme citoyens – plutôt que clients – profitant de mes talents.
Sous ce regard la mort de l'emploi pourrait s'avérer une bonne nouvelle ; parce que l'emploi a détruit le travail tel que l'entend ce philosophe, et parce que la fin de l'emploi est peut être l'occasion de réinventer le travail et de construire une économie contributive.
Un petit livre éclairant à petit prix utopien (3,50 euros)
Pierre Lucot
.

Vers une monnaie alternative internationale

Comme toute autre construction sociale, l'argent ne doit pas nécessairement être ce qu'on en connaît aujourd'hui. Et si la monnaie cessait d'être un instrument de division faisant puissants et petits, riches et pauvres ? Et si nous en reprenions le contrôle plutôt que d'errer entre se soumettre à l'austérité d'une part, quémander la mansuétude de nos États ou de nos banques d'autre part ?
Peut-être alors pourrions-nous déjouer l'organisation de la rareté en même temps que le besoin d'accumuler, et créer ainsi les conditions de l'accès universel aux droits fondamentaux - un des 5 piliers de notre mouvement Utopien, l'heure est à réinventer l'argent ! Et instaurer le monde qui va avec.

Prendre l'argent pour argent comptant ?

Que nous soyons employés ou à nos comptes, usagers de services publics ou contribuables avertis, bénéficiaires de solidarités ou généreux donateurs, bon gré mal gré beaucoup de nos liens avec les autres et avec le politique passent par l'argent.

L'argent s'est si bien fait l'intermédiaire de nos échanges qu'il se ferait presque oublier, occupés que nous sommes à nous intéresser au fond plutôt qu'à la forme, et à nous interroger sur son emploi intelligent plutôt que sur son existence même.

Si l'emploi de l'argent est une question nécessaire, il occulte cependant une réflexion essentielle sur la monnaie elle-même. Trop souvent, on la relègue au rang des sujets techniques tout juste bons à occuper au pire quelques rares experts en économie financière, au mieux les voyageurs dont nous sommes lorsque, rejoignant une délégation Utopia dans des rencontres internationales, nous nous penchons par accident sur la valeur d'un dinar tunisien ou d'un leu roumain.

Et pourtant. Qu'un outil aussi quotidien ait pu devenir transparent au point où même les altermondialistes l'intègrent comme une constante dans l'équation (pourtant à nombreuses inconnues!) vers un changement systémique, cela devrait nous interroger. D'où nous vient donc cette confiance aveugle en nos billets, qui depuis l'abandon de l'étalon-or ne reposent pourtant sur aucune valeur tangible ? Dans le moindre de nos achats comme dans nos revendications sur l'emploi de l'argent public, nous entérinons sans le savoir le rôle pivot du dollar américain dans la marche du monde – de la France, et de l'Europe. Il n'y a plus qu'une chose à faire :

Réapproprions-nous l'argent !

Si une devise s'autorise à faire référence pour (presque) toutes les monnaies de par le monde. une autre peut bien prétendre faire de même. Gageons que celle-ci sera, si l'on veut bien s'en donner les moyens, **alternative** c'est-à-dire sans équivalent dans le système monétaire dominant ; **démocratique** c'est-à-dire gouvernée par un collectif citoyen, où les usagers fixeront eux-mêmes la valeur de l'argent ; et **internationale** pour permettre l'accès effectivement universel de toutes et tous aux biens communs et services fondamentaux.

Bien entendu, pour fonctionner, une telle monnaie devrait se déployer dans un tissu économique alternatif bien inséré dans la société incluant commerces équitables, coopératives, cafés locaux, crèches parentales, banques de temps et bien d'autres. C'est finalement sur ce principe de réalité que reposent les quelques 5000 monnaies complémentaires locales répertoriées à ce jour dans le monde, et dont nous pourrions organiser le changement d'échelle si nous réussissons le défi de fédérer certaines de ces résistances locales au capitalisme. Adossée à une banque internationale citoyenne dédiée à l'accès universel aux droits fondamentaux, cette monnaie contiendrait les germes de son propre développement en finançant les initiatives correspondant à ses objectifs et en organisant une solidarité internationale avec les collectifs qui , à leur échelle, réalisent l'accès universel aux droits.

De là à mettre en place une telle monnaie, il y a un monde – et c'est celui que nous pouvons créer dès maintenant: alors qu'une nouvelle crise majeure se profile pour les années à venir, il est temps de penser très concrètement avec les acteurs intéressés l'alternative monétaire qui pourra prendre la relève au plus fort de la prochaine tempête financière. Ce devrait être la tâche d'un collectif représentatif des organisations de la société civile tel Utopia, des acteurs des monnaies locales existantes et des réseaux économiques alternatifs.

« Triple C » pourrait être notre nom d'adoption, comme évoqué lors du dernier Bureau élargi: pour manifester notre NON au système monétaire mondial et à tous ses acolytes financiers qui sapent à coup de triple-A nos politiques publiques, nos systèmes de protection sociale, en un mot notre démocratie. Mais aussi pour évoquer l'alternative proposée : **Complementary Community Currency** (en anglais « monnaie complémentaire communautaire »).

De la précarité à l'abondance

C'est à peu près à ce moment qu'on se dit que l'idée est belle – peut-être trop pour être réalisable. L'enjeu est de taille en effet, et l'ambition à la hauteur du projet Utopien ; on pourrait bien se contenter de rester au stade de l'idée plutôt que de s'engager dans une construction titanesque.
Pourtant, l'opportunité historique est bien là. Non seulement les esprits échauffés par les précédentes crises y sont prêts, mais nous disposons aussi des technologies sécurisées qui permettraient la mise en place efficace d'autres formes d'échanges au niveau mondial. Par ailleurs, en ces temps où les limites de la planète commencent enfin à être reconnues, il semble évident que la transition à amorcer nécessitera non seulement des fonds et politiques publiques dédiés, mais aussi un profond changement de paradigme. Alors que le problème de la raréfaction des ressources semble se poser à tous les niveaux, et si c'était en fait le temps de l'abondance ?

Le postulat sur lequel toute la science économique se fonde est la rareté des biens et par conséquent la nécessité dans laquelle les individus se trouvent d'accumuler pour ne pas tomber dans la pénurie.

Or, l'œuvre fondatrice d'Adam Smith intervient précisément au moment où l'on brûle les dernières sorcières, culmination de millénaires de répression du féminin au cours desquels les détenteurs du pouvoir se sont efforcés d'effacer systématiquement toute forme de vénération de la "Déesse-Mère" pourtant vastement pratiquée au moins entre 30 000 et 3 000 av. JC, comme en attestent de nombreux éléments archéologiques.



Malgré le flou qui règne sur l'origine préhistorique de la monnaie, il est intéressant de noter ses nombreuses associations au féminin – qu'il s'agisse du *cauri*, coquillage à la forme évocatrice dont l'usage comme monnaie fut très répandu ; ou du bétail, source de nourriture et de vie repris comme symbole de divinités féminines. Redéfinir notre monnaie sans à-priori pourrait donc finir par nous reconnecter à l'abondance première de *Pacha Mama.*
Que celle-ci soit présente dans le débat public sur le changement climatique n'est-il pas un signe de la résurgence du féminin après des milliers d'années d'oppression ? Ne le laissons donc pas à nouveau étouffer par un dogme de la rareté qui a trop longtemps laissé tant de personnes de côté, mais faisons-le grandir ensemble. Car la conscience de l'abondance pour toutes et tous rend caduque la cupidité et l'intérêt à accumuler qui précisément créent la précarité, mais elle ouvre au partage.

Conclusion

L'argent d'aujourd'hui est le fruit d'un système patriarcal fait pour et par une monnaie monopolistique favorisant accumulation et compétition. Si nous sommes capables de repenser la monnaie comme un instrument de partage, partage de la profusion et de l'exubérance d'une nature enfin respectée et protégée, alors nous saurons construire l'argent des gens: une monnaie alternative internationale capable de garantir l'accès véritablement universel aux biens et services fondamentaux.

Rejoignez le projet *Triple C* naissant pour passer d'une monnaie de la compétition à une monnaie de la coopération!

Claire Desmesnards

Pour aller plus loin *: Bernard Lietaer, Au coeur de la monnaie, et Halte à la toute puissance des banques ; Richard Douthwaite, Ecology of money*

Parole d'utopienne :
L' écologie, un élément déterminant du combat contre les inégalités

Dans nos sociétés contemporaines, où l'individu autonome dispose d'une certaine liberté de choix, l'État garantit les deux formes de sécurité sans lesquelles aucune vie sociale n'est possible : la sécurité civile et la sécurité sociale. La première relève des protections civiles et judiciaires et suppose la constitution d'un Etat de droit; la seconde relève de la protection sociale et suppose la constitution d'un État social. À ces deux formes de sécurité garanties par l'État, il convient aujourd'hui d'en instituer une troisième, devenue également primordiale : la sécurité environnementale qui relève de la protection environnementale et suppose la construction d'un État écologiquement responsable.

Aujourd'hui, ces trois formes de sécurité sont menacées et frappent en priorité les plus faibles.

L'insécurité sociale

A l'instar des ressources naturelles dont l'exploitation systématique et inconsidérée est au fondement du rapport que la société industrielle entretient avec la nature, l'exploitation également systématique et inconsidérée du travail humain constitue le fondement du rapport de la société industrielle à la vie humaine. Seul le rapport de force entre les travailleurs-ses et les détenteurs du capital, a permis l'émergence d'un Etat social qui a nuancé l'exploitation du travail humain. Cette situation a fait long feu. Aujourd'hui, il apparait de plus en plus que la santé, l'autonomie des travailleurs/euses et jusqu'au sens de nos vies sont assujettis à leur utilité dans le processus de production du capital et sa croissance infinie; en effet, la reconfiguration du capitalisme après la deuxième guerre mondiale, sa mondialisation et l'affirmation en Europe d'une économie de service, a profondément modifié le rapport de force entre les travailleurs-ses et les détenteurs du capital, au détriment des premiers. Les relations de concurrence entre les peuples engendrées par la quête de la main d'œuvre la moins chère par des entreprises insérées sur le marché mondial poussent les États à pratiquer le dumping social et à revoir à la baisse leur prétention en matière de protections sociales. Quant au secteur des services, le travail y est morcelé et le-la salarié-e isolé-e, ce qui empêche l'émergence des solidarités nécessaires à toutes les luttes sociales.

Si les écologistes posent la question de l'exploitation de la nature et de sa profonde transformation sous l'effet des activités humaines depuis l'émergeance de l'époque moderne à un rythme exponentiel (anthropocène), leur conception de la vie humaine et de la place du travail dans la société constitue également une critique radicale des rapports de production et d'aliénation au travail. Cette parole écologiste qui affirme le droit pour tout humain au loisir, à la paresse, au temps, le droit à l'épanouissement à travers des activités non marchandes, est d'autant plus urgente qu'elle a été rendue totalement inaudible par le triomphe du discours néolibéral qui fait du travail rémunéré la valeur cardinale de nos sociétés: un discours qui a pour fonction essentielle de masquer les rapports de domination et d'exploitation et d'obtenir l'assentiment des « exploités » dont l'imaginaire est colonisé par ces représentations dominantes promues à l'envi par de puissants groupes médiatiques.

En 1990, André Gortz écrivait dans les colonnes du Monde Diplomatique : «Dans l'ensemble des pays capitalistes d'Europe, on produit trois à quatre fois plus de richesses qu'il y a trente-cinq ans ; cette production n'exige pas trois fois plus d'heures de travail, mais une quantité de travail beaucoup plus faible. (...) Nous sortons de la civilisation du travail, mais nous en sortons à reculons, et nous entrons à reculons dans une civilisation du temps libéré (...) » Nous savons très bien que le chômage est une variable structurelle fondamentale du système capitaliste, puisqu'il exerce sur les travailleurs-ses, en particulier sur les travailleurs-ses pas ou peu qualifié-e-s et en situation de précariat, une pression qui diminue leur niveau d'exigence et garantit leur relative collaboration dans le démantèlement de l'État social. C'est-à-dire dans la remise en cause de droits acquis qui contribuaient pourtant à rendre acceptable la condition salariée. Le chômage est une arme contre l'ensemble des travailleurs-ses.

Il est urgent de redire que la finalité du travail ne réside pas dans la croissance économique mais dans la satisfaction des besoins humains et que la demande de nos sociétés en travail, du fait de l'augmentation considérable de la productivité, a fortement diminué. Les écologistes doivent reprendre la tête du combat pour le partage équitable du travail à travers la réduction du temps de travail. Nous devons défendre notre conception du travail, un travail débarrassé de la logique productiviste où il est enfermé depuis la fin du XIXème siècle et le triomphe de la Révolution industrielle. Dans le même temps, nous devons mener une réflexion sur les transformations nécessaires de l'Etat social. Car, en France l'ensemble des droits sociaux sont attachés au travail. Or dans une société de chômage de masse comment faire pour que l'Etat retrouve sa capacité à relativiser les inégalités de revenu à travers l'accès renforcé pour l'ensemble de la population aux bien fondamentaux que sont la santé, l'éducation, le droit aux loisirs et à la retraite. Des droits auxquels il convient d'ajouter l'accès à l'eau potable, au logement, à l'énergie et à une alimentation saine et variée. Garantir la fonction redistributive de l'État fait partie des solutions mais elle ne saurait constituer l'unique remède à un mal qui trouve sa racine dans les fondements de la logique capitaliste et productiviste actuelle.

L'insécurité environnementale

À cette insécurité sociale s'ajoute une insécurité environnementale croissante qui touche en premier, là encore, les classes populaires. En effet, de fortes inégalités affectent le rapport des groupes sociaux à l'environnement et les écologistes doivent sortir de l'opposition ville-campagne qui n'est plus significative en matière de justice environnementale. Les inégalités se déploient et se sédimentent dans l'espace, et la violence environnementale a pris une dimension systémique. Car, par une série de facteurs tels que la modicité et/ou l'inconstance de leurs revenus, la concentration voulue des logements sociaux dans certains quartiers ou des systèmes informels d'évitement de la part des propriétaires de logement, les classes populaires, outre leurs difficultés d'accès au logement, sont le plus souvent obligées de vivre en périphérie des villes, proches des artères de circulation les plus denses, dans des quartiers exposés à la pollution atmosphérique et au bruit. Les espaces les moins prisés socialement, par conséquent les moins chers, sont aussi surepresentés parmi les espaces mitoyens des activités les plus polluantes : décharges, industrie chimique, etc. Ce qui, selon l'implacable logique du marché, finit de les dévaluer aux yeux des populations et provoque une plus grande marginalisation sociale de leurs habitants. À cette première série de fléaux s'ajoute une plus forte exposition à la nourriture industrielle traitée une multitude de fois pour sa culture et sa conservation que les classes populaires ne peuvent refuser faute de pouvoir accéder à une alimentation biologique ; un risque décuplé face à la précarité énergétique que renforce l'éloignement des espaces naturels et leur privatisation progressive ; la faiblesse des transports en commun et/ou leur renchérissement en fonction de la distance parcourue ; et la liste n'est pas exhaustive.

Le chantier est énorme pour qui veut répondre à cet enjeu crucial que représente le traitement combiné de ces trois formes d'insécurité (l'insécurité civile étant largement dépendante de l'insécurité sociale et de plus en plus de l'insécurité environnementale). Et qui mieux que les écologistes peut penser ensemble la question sociale et la question environnementale.

C'est pour toutes ces raisons qu'il n'existe pas d'écologie politique qui ne soit pas aussi sociale.

A moins de proposer une « écologie capitaliste » absolument contradictoire avec les principes fondamentalement humanistes de l'écologie politique. Car, le tour de force de l'entreprise productiviste capitaliste est de se présenter aujourd'hui comme la seule force capable de mobiliser les ressources nécessaires à la réparation des désastres qu'elles entrainent. À la déprédation des ressources naturelles, elle oppose le développement d'une techno-science ou biotechnologies (OGM, clonage, etc.) extrêmement rentable pour les détenteurs du capital. À la production d'un chômage structurel de masse, qui constitue la condition de la mise en concurrence des travailleurs/euses et des peuples et de la remise en cause des acquis sociaux ou droits attachés au travail, elle oppose le développement de la croissance industrielle présentée comme la condition suffisante et nécessaire au retour au plein emploi. Ces jeux de trompe l'œil participent de la production d'un imaginaire dominant que les écologistes doivent dénoncer pour lui-même et à travers la promotion des solutions portées par l'écologie politique.

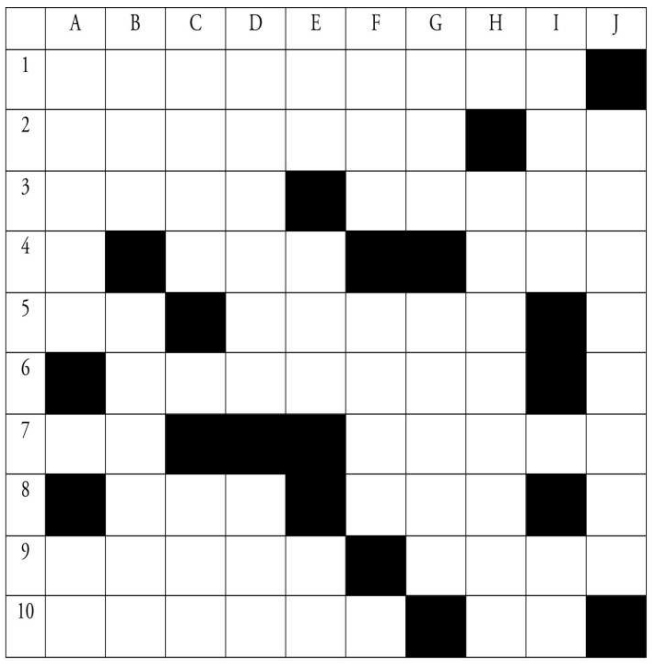
La paix et la solidarité sont au fondement de l'écologie. Elles sont les conditions nécessaires de l'épanouissement d'une vie humaine autonome.

Bénédicte Monville-De Cecco (utopia 77)

Soyez journaliste utopia !

Ce journal est avant tout le vôtre ! Faites nous part de vos « mouvements », partagez vos utopies concrètes ou non, vos lectures, vos images, vos idées… Faites nous vivre vos actions locales comme sources d'expériences à partager.
Une adresse : jounal@mouvementutopia.org

Et pour toute autre info tout est sur le blog du mouvement (actions, conférences, actions, …)
et adhésion !: www.mouvementutopia.org



1/ Ville refuge italienne tristement connue
2/ Verre laiteux / en entreprise cette direction considère l'employé comme un fossile
3/ Principale activité de 2b / ACEDA (cadeau)
4/ Financeur / raison pour laquelle certains critiquent l'acronyme OCU
5/ Ile de Bobos/ Prénom de notre celèbre préfaceur du livre de Corea
6/ Pour certains sa goutte d'eau peut éteindre l'incendie… et sauver la planète
7/ Exclamation/ L'impôt est juste, il a son formulaire …
8/ le « quarterons de généraux en retraites » en est fondateurs/ un institut parmi d'autres, manipule l'opinion
9/ Capitale d'un pays candidat pour adhérer à Utopia/ les anglais aussi parfois n'ont pas
10/ le père Le Pen le fait sciemment/ du part et d'autre d'un F, un traité que nous combattons

A/ Les anglais nous aiment ainsi/ certains en fac en sont chargés.
B/ quand la culture s'y colle, ça pique et fait du miel/ quand le bateau est vide en 1
C/ A Venise c'est un saint de fond de tasse/ ANR en cadeau !
D/ Poil à grater moustachu qui tient sa part dans un média/ SIA en nouveau cadeau
E/ il est mieux de dire DAECH/ Miracle contractuel/ de gauche ? ou de droite ? Parti à l'envers
F/ Cellule américaine/ doublement à l'envers du style baba cool
G/ sigle des adeptes du « capital » en fac / Boite atomique déficitaire fort heureusement
H/ troisième personne du conditionnel d'un verbe fort utile pour nos livres collectifs
I/ Ce mot croisé l'est/ sans le P de Besancenot
J/ Suspens ...

Alternatiba… Quesaco ?

« nos enfants nous remercieront ! »

Une réponse s'il en était besoin… : ce mouvement est né à Bayonne en octobre 2013 à l'initiative de BIZI, et a depuis essaimé dans plus de 70 villes de France et même d'Europe. Bernard nous explique quel est son mode d'organisation et quels sont ses objectifs.

Depuis plus de 20 ans, les scientifiques nous répètent que le climat a commencé à changer anormalement, que le réchauffement s'accélère à cause des activités humaines et que, si nous ne diminuons pas radicalement nos émissions de gaz à effet de serre nous courons à la catastrophe. Catastrophe climatique d'abord, catastrophe économique et sociale par voie de conséquence.
Or, après 20 ans de négociations (20 "COP"), malgré les avertissements de plus en plus pressants lancés par les rapports successifs du GIEC, les gouvernements ne sont toujours pas parvenus à un accord international juste et contraignant, pourtant absolument nécessaire pour éviter un dérèglement profond et irréversible des mécanismes du climat.

Paris Le Bourget accueillera du 30 novembre au 12 décembre la 21e conférence des Nations Unies sur le climat , la "COP 21": c'est dans cette perspective que travaille *Alternatiba*.

A Toulouse, tout a commencé en mars 2014 quand Benjamin, d'Attac-Toulouse, enthousiasmé par ce qu'il avait vécu à Bayonne lors de ce premier forum des alternatives, a lancé un appel à toutes les associations concernées par l'environnement.
Utopia 31 a naturellement répondu à cet appel et deux utopiens du groupe local, Jean-Pierre et moi-même, se sont aussitôt impliqués dans la construction de ce projet.

Malgré les éléments transmis par Bayonne (kit-pédagogique, visuels, vidéos) nous avions l'impression de partir de zéro et d'avoir tout à inventer.
Alternatiba Toulouse est une dynamique collective et citoyenne qui, face à l'urgence du défi climatique, s'engage pour la transition vers une société plus équitable et écologique en se fixant comme premier objectif, l'organisation d'un forum des alternatives à notre mode de vie les 12 et 13 septembre en plein cœur de Toulouse.
Alternatiba Toulouse est un collectif hétéroclite regroupant des représentants d'une soixantaine d'associations (une douzaine au départ) mais aussi des citoyens, curieux et motivés, qui apportent un sang neuf au mouvement militant.
Le collectif s'est doté d'une charte et d'une association de gestion pour faire face aux problèmes administratifs et juridiques et assurer les relations avec la mairie et les institutionnels.
La coordination est collégiale et toutes les décisions importantes sont prises au consensus lors des assemblées plénières: les groupes de travail proposent, l'assemblée décide.

L'ambition d'*Alternatiba Toulouse*, outre la volonté de sensibiliser le grand public et les décideurs au défi climatique et de combattre le sentiment d'impuissance qui engendre la démobilisation, est de montrer de façon très concrète que des solutions alternatives existent et sont déjà mises en pratique, dans notre région, au quotidien et avec succès, dans les domaines les plus variés... Et que ces solutions sont à la portée de tous.

Comme tous les *Alternatiba*, notre forum de septembre prendra la forme d'un «village des alternatives» et proposera des ateliers participatifs et ludiques, des démonstrations pratiques, des conférences, débats et tables rondes, des expositions, des stands, des vidéos… mais aussi des spectacles, concerts, animations, qui donneront à cet événement un caractère de fête populaire.

Le projet *Alternatiba Toulouse* se construit autour d'une douzaine de grands thèmes ou domaines d'activité qui seront présentés sous forme de «villages»: chaque village a son propre comité d'organisation (référents+ motivés) et son autonomie.

Les principaux thèmes retenus à ce jour : Climat/énergie/eau, Transports/mobilité, Logement/éco-habitat, Education, Economie/finance/consommation, Agriculture et alimentation, Santé…donneront au public de multiples pistes d'accès à la transition.

Le choix de l'appellation «village» me semble aussi porteur de sens: village évoque une société à taille humaine, basée sur la solidarité, la coopération, le lien social. Ces trois éléments sont absolument nécessaires pour construire le monde que nous voulons. *« Les participants aux villages* Alternatiba *découvriront que les alternatives déployées ne font pas que contribuer à résoudre la crise climatique. La constellation climatique fait émerger un tout autre modèle de vie que celui qui s'est généralisé jusqu'à maintenant et dans lequel nous nous débattons. Elle nous fait progresser vers une société du buen vivir ».*1*

Si vous pensez, comme nous, que ce combat est à notre portée, que le découragement est suicidaire, que nous pouvons et devons tous « entrer en transition », venez nous rejoindre ou rejoignez le « village Alternatiba » le plus proche de chez vous. (voir la carte et le calendrier sur le site www.alternatiba.eu).

Toutes celles et ceux qui se sentent concernés par l'avenir de l'espèce humaine dans son environnement mais ont du mal à s'orienter entre les bonnes idées qui paraissent souvent trop simples et les fausses solutions (telles que les délires de la géo-ingénierie), trouveront à *Alternatiba* des exemples et des acteurs du changement.

Le climat a des conséquences sur tous les autres aspects de la vie sur terre : le droit à l'alimentation, les migrations, la guerre ou la paix, la survie des démocraties, la biodiversité…tout cela serait impacté par l'accélération du changement climatique.
Les experts du GIEC nous donnent 10/15 ans pour éviter de passer des seuils d'emballement irréversibles. Comme le dit *Txetx*, porte parole de la coordination des *Alternatiba* : la bataille du climat est une bataille centrale. Si on la perd on perd toutes les autres. Et cette bataille se joue maintenant !

Pendant la COP 21, la coordination des Alternatiba installera un « Village Mondial » à Montreuil.

Tous les gaulois des provinces françaises afflueront donc vers le 93 pour peupler ce village et présenter leurs alternatives les plus innovantes; nous aurons donc, j'espère, l'occasion de nous croiser entre la Mairie de Montreuil et la Croix de Chavaux.

*1 *Alternativez-vous* Editions *Les liens qui libèrent*

Bernard Arias, Blagnac